

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

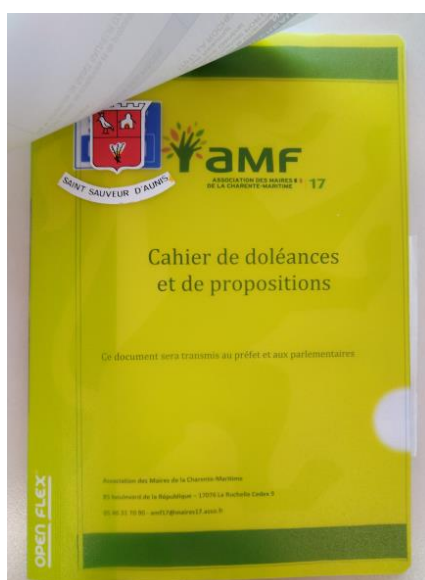
par Marie-Anne Chabin, 2024

Saint-Sauveur-d'Aunis

code INSEE : 17396

1 717 habitants

Communauté de communes : Aunis Atlantique



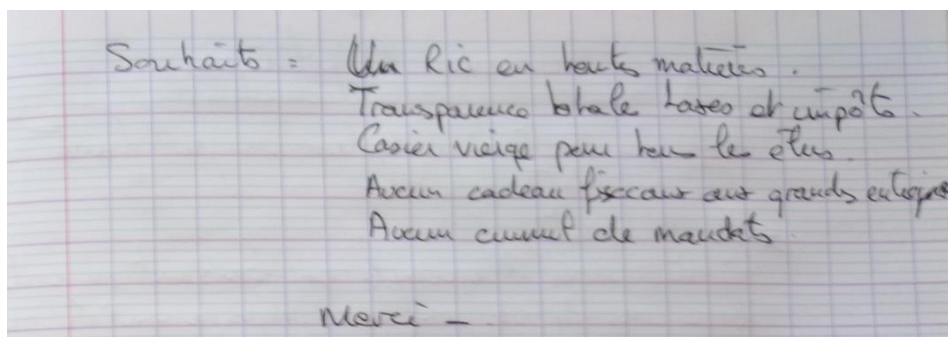
Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W373) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format grands carreaux, couverture en plastique jaune transparent avec logo de la commune ; reste 40 pages (sur 96).

Couverture AMF couleur.

Titre : Cahier de doléances et de propositions.
13 contributions.

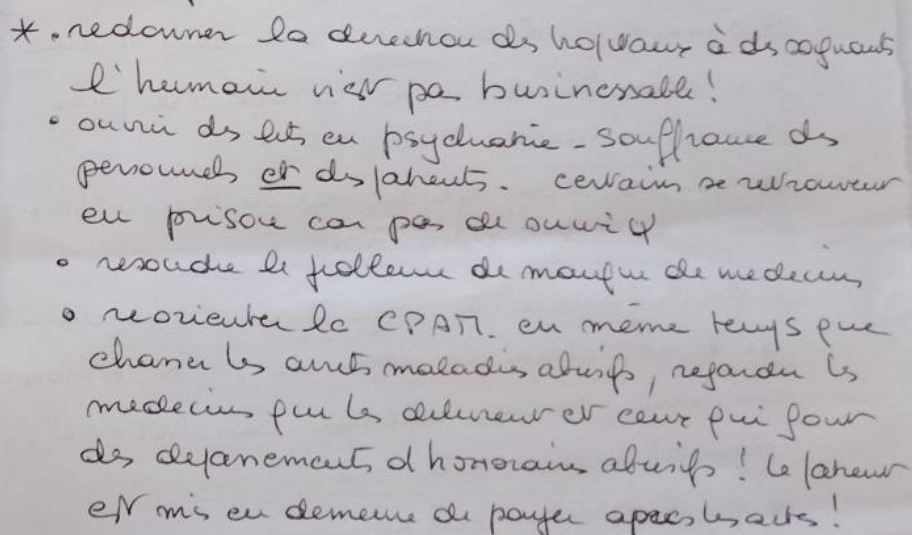
Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>



Souhaits = Un Ric en hautes matières.
Transparence totale taxes et impôts.
Cahier vierge pour tous les élus.
Aucun cadeau fiscal aux grands entreprises.
Aucun cumul de mandats.

Merci -

- Protéger l'industrie Française et empêcher et interdire sa délocalisation
- Abandon ou adaptation de la limitation de vitesse à 80km/h et retour à 90 sur toutes les routes qui le permettent.
- Entretien des route devient urgentissime et serait plus efficace pour faire baisser les accidents de la route plutôt que de rajouter sans cesse des radars ! Cela devient du racket
- Aberration de voir confier la gestion des radars et voitures mobiles à des entreprises privées..



* redonner la direction des hôpitaux à des confrères
l'humain n'est pas businessable !

- ouvrir des lits en psychiatrie - souffrance des personnes et des parents - certains se retrouvent en prison car pas de soins
- résoudre le problème de manque de médecins
- reorienter le CPATL en même temps que changer les autres maladies abusifs, regarder les médecins qui les délivrent et ceux qui font des dépensements d'honoraires abusifs ! Le patient est mis en demeure de payer après les soins !

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit (certains mots entourés), 20 lignes, 177 mots

Bonjour, je suis à la retraite depuis peu de temps, je perçois moins de 800 € par mois ; avant, j'étais AAH vu que j'ai subi une grave opération de la tête et que je n'avais plus de droit de travailler ; j'étais à ce moment-là exonéré de la redevance télé, de la taxe d'habitation et de ma taxe foncière vu que je suis propriétaire. Depuis ma retraite récente, vu que j'ai plus de 60 ans, je suis toujours exonéré de ma redevance télé [et] de ma taxe d'habitation mais maintenant on va une me faire payer ma taxe foncière qui va s'élever à plus de 1100 € alors que je suis pas du tout imposable et que ma retraite est moins élevée financièrement que mon AAH, donc c'est pas très logique ; je ne sais pas du tout comment je vais faire pour payer ma taxe foncière dans la mesure où j'ai du mal à finir le mois, je me prive déjà beaucoup sur la nourriture pour pouvoir payer toutes mes factures et éviter un découvert.

2. Manuscrit, 25 lignes, 213 mots

Changements attendus :

- Référendum citoyen à assouplir pour que ce soit utilisable. À voir les modalités d'usage (réaction ou capacité à proposer).
- Réseau de transport en commun à améliorer :
 - Nécessité de plus d'horaires vers La Rochelle.
 - Nécessité de mieux valoriser Surgères et sa gare (vouée à disparaître autrement).

Certaines agglomérations ont mis en place la gratuité des transports en commun. Il y a certainement un juste milieu entre "plus de dessertes, plus de bus" et "la gratuité" pour notre territoire.

- Fiscalité :
 - Retour de l'ISF ou autre dispositif pour les plus riches.
 - Impôt sur le revenu efficace pour ne plus avoir des personnes très riches qui finalement ne paient proportionnellement pas plus que les classes moyennes.
 - Réelle lutte contre la fraude fiscale.
- Transition écologique :
 - Plus d'aide pour les foyers les plus modestes pour ce qui est des voitures, chauffage et isolation des logements.
 - Faire respecter les mêmes obligations pour les entreprises hors Europe dont les produits sont vendus sur le marché européen. Incohérence à changer sur l'agriculture : des produits agricoles hors Europe sont autorisés alors que les obligations/interdictions en France et Europe sont beaucoup plus drastiques, et donc avec situation de concurrence déloyale (~> dimensions santé, écologie, économie !)

3. Dactylographié (plié, collé), 32 lignes, 390 mots (femme)

Monsieur le Maire,

Je sollicite toute votre bienveillance pour vous faire part de mon témoignage sur les incidents qui ne sont déroulés le samedi 5 janvier 2019 en fin d'après midi sur le port de La Rochelle. J'ai été témoin et victime d'un acte choquant, injuste et qui ne reflète en rien les valeurs de notre beau pays.

Je me présente Marie, citoyenne pacifiste, 36 ans, maman de 2 enfants, manager en grande distribution, photographe et actuellement à la recherche d'un emploi.

Samedi en fin d'après midi, je discutais tranquillement à la terrasse d'un café avec d'autres citoyens lorsqu'une foule constituée de touristes, enfants, femmes, hommes, handicapés, personnes âgées s'est

mise à courir en direction du canal, hurlant de peur. En effet, une pluie de lacrymogènes s'abattait sur nous.

Je tiens à vous préciser que ces personnes ne portaient pas de gilets jaunes, et que de toute façon la manifestation était pacifiste, je peux vous l'affirmer. Raison pour laquelle je ne comprends pas et ne m'explique pas cet acte de violences gratuites de la part de nos services de l'ordre.

Je me suis précipitée dans le bar le plus près pour me protéger et j'ai assisté à une scène extrêmement choquante. Les CRS continuaient à gazer le port tout en avançant. Ils se sont arrêtés devant la vitrine du bar dans lequel j'étais et ont commencé à nous faire des signes de provocations. Ils nous fixaient en nous faisant des signes de « venir se battre ».

Est-ce normal Monsieur le Maire ?

Surtout qu'autour de moi la majorité des citoyens étaient des personnes âgées. J'ai même vu une jeune fille faire une crise d'angoisse qui ne pouvait sortir de l'établissement car elle était effrayée.

C'est pourquoi, Monsieur le Maire, je vous interpelle : nos services de police sont-ils vraiment là pour assurer notre protection ? Étant porte-parole de vos citoyens, je suis citoyenne et depuis samedi je me sens bafouée.

Qu'ai-je fait pour me faire gazer ? Et pourquoi ont-ils aussi utilisé des flashballs ?

Je vous demande donc d'intervenir avec la plus grande bienveillance afin que ce genre de violences gratuites ne se reproduisent jamais.

Au nom de notre beau pays et de ses valeurs, je vous supplie de bien prendre en compte mon témoignage pour l'avenir de mes enfants et de mes concitoyens.

Cordialement,

Une citoyenne pacifiste,

[Signature]

[Prénom Nom]

4. Manuscrit, 6 lignes, 44 mots

Revendications

Pour le bien de notre pays et pour notre démocratie :

- Le RIC en toutes matières.
- Arrêt des cumuls des mandats.
- Arrêt des cadeaux fiscaux.
- Casiers vierges pour tous les élus.
- Transparence sur les taxes et TVA...

Merci

5. Manuscrit, 5 lignes, 29 mots

Souhaits : Un RIC en toutes matières.

Transparence totale taxes et impôts.

Casier vierge pour tous les élus.

Aucuns cadeaux fiscaux aux grandes entreprises.

Aucun cumul de mandats.

Merci

6. Dactylographié (collé), 10 lignes, 110 mots

NON À LA REFORME DU « CUMUL EMPLOI- CHÔMAGE » EN CAS D'ACTIVITÉ RÉDUITE POUR LES SALARIÉS AVEC DES MULTI- EMPLOYEURS.

Si l'indemnité chômage calculée à la suite de la perte d'un ou plusieurs contrats ne peut plus être cumulée avec les activités conservées, ce sera dramatique pour l'ensemble des assistantes maternelles ou salariés avec multi-employeurs qui ont déjà un statut professionnel et financier suffisamment précaire.

UNE ÉGALITÉ DES CHANCES POUR NOS ENFANTS TDAH (troubles déficitaires de l'attention avec ou sans hyperactivité)

Pour que nos enfants bénéficient d'une vraie prise en charge : remboursement des bilans et des soins, tests neuropsychologiques, psychomotricité, ergothérapie, soutien psychologique, et aménagements scolaires avec AVS.

7. Manuscrit, 12 lignes, 86 mots (homme)

Messieurs les politiques,

Pour que la France redémarre, il faut redonner l'envie de Travailler.

* Par le haut,

Montrez-nous l'exemple en baissant ou enlevant beaucoup de vos avantages, d'indemnités, caisses noires non déclarées, retraite excessive, personnel, logement (dépenses de personnel et logement payées par notre argent pour 4 anciens présidents.)

* Par le bas,

Toutes les indemnités, avantages et aides sociales doivent être déclarés sur notre feuille d'impôt, pour agrandir l'écart entre les smicards et les gens qui profitent du système social.

Osons ces réformes prioritaires.

[Signature]

8. Manuscrit, 22 lignes, 197 mots

Au-dessus de la porte de beaucoup de mairies, on peut encore lire trois mots : Liberté-Égalité-Fraternité. Les trois notions résument l'idéal recherché par les Français. Ce sont eux qui sont à l'origine de la révolte collective exprimée simultanément par les « Gilets jaunes ».

Mes souhaits exprimés grâce à ce cahier consistent à les revivre après leur perte de sens.

Liberté : par exemple celle de juger des événements sans que les médias le fassent à notre place en déformant les données et en manipulant les auditeurs pour agir sur leurs émotions et non sur leur intelligence.

Égalité : que les puissances de l'argent (banques et autres) acceptent de partager les richesses avec ceux qui les produisent, au lieu de profiter du travail des "gens" pour s'enrichir et reconstruire une société où les privilèges n'existeraient plus.

Fraternité : que le principe de précaution ou le prétexte qui prétend protéger les citoyens ne se transforme pas en une école de la violence. Que soient remises au goût du jour les notions comme le respect, la tolérance et la bienveillance.

En résumé, les Gilets jaunes ont redécouvert la fraternité et le partage. Essayons de les suivre dans ce chemin.

9. Manuscrit, 20 lignes, 134 mots (homme)

Les scientifiques avertissent : pour éviter d'ici la fin du siècle un emballement climatique irréversible et dramatique, un effort sans précédent doit être accompli dès maintenant dans la réduction des émissions de carbone issu de la combustion des énergies fossiles, carburants et combustibles.

Or, malgré les engagements et l'accord de Paris, la teneur de l'air en CO₂ ne cesse d'augmenter.

L'impératif de la transition énergétique, afin d'éviter le saccage de notre atmosphère et de la vie sur terre est donc l'objectif le plus important à fixer à nos dirigeants comme à chacun de nous, pour l'action d'aujourd'hui et du long terme.

Nos arrière-petits-enfants – qui un jour liront ces lignes – bénéficieront-ils d'une nature préservée ou souffriront-ils dans un enfer climatique ? Nous seront-ils reconnaissants ou nous couvriront-ils de honte ?

Un "colibri" de St. Sauveur

[Prénom Nom]

10. Dactylographié (plié collé), 25 lignes, 370 mots (homme)

Monsieur le Président,

Saint Sauveur d'Aunis 17540

Objet : La transition énergétique

L'éolien industriel est en faillite en Allemagne, n'est plus subventionné en Espagne. Pourquoi en France on s'obstine à multiplier les parcs éoliens ?

Pour miter davantage le paysage, saccager la faune, nuire à la santé des personnes situées à 500 mètres des parcs quelle que soit la hauteur des machines (100 à 200 m) !

De mettre en péril les tarifs à la consommation par l'augmentation importante de la contribution au service public de l'électricité, CSPE. De plus, l'éolien ne participe pas à l'amélioration de l'effet de serre ; tous les ingénieurs sont d'accord, le fonctionnement intermittent provoque la mise en œuvre de centrale thermique (charbon, fioul...) d'où pollution.

Le seul profit revient aux promoteurs, propriétaires de terrain et un trust financier mondial. Citation de Napoléon 1^{er} :

Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit. L'argent n'a pas de patrie, les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence, leur unique objectif est le gain.

Votre objectif de multiplier le nombre important d'éoliennes a entraîné vos collaborateurs d'empêcher les nombreuses associations protégeant l'environnement de ne plus pouvoir se défendre. Ils ont supprimé par décret le recours gracieux devant le tribunal administratif. Ils prennent des mesures pour modifier l'enquête publique aux dépens de la population.

Vous ne trouvez pas, Monsieur le Président, que toutes ces procédures sont des atteintes à la liberté d'expression, des dénis de démocratie qui n'ont que le seul but de révolter les citoyens ?

L'urgence est dans la vraie décarbonisation ; avec la suppression des aides aux rachats de la production électrique éolienne, on aiderait, la rénovation du bâtiment, modifier notre système de transport, modifier l'industrie en général et modifier le système agricole ; et en plus donner du pouvoir d'achat en baissant le prix du tarif à la consommation de l'électricité.

Je propose un moratoire national sur l'éolien industriel et des aides pour une énergie raisonnée et juste.

Je vous prie de croire, Monsieur le président, en l'assurance de ma plus haute considération.

[Prénom Nom]

Pour l'Association de développement durable de la vallée du Curé

11. Dactylographié collé, 23 lignes, 211 mots (couple)

- Fin des indemnités présidentielles à vie après fin de mandat.
- Fin des privilèges pour les élus et non élus comme les ministres.
- Plus de transparence sur les revenus des hauts fonctionnaires comme ceux de Bercy.
- Suppression du Sénat qui n'est qu'une boîte d'enregistrement.
- Retour à l'ISF.
- Prise en compte du vote blanc.
- Plus de justice sociale.
- Revoir les tranches d'imposition pour un impôt plus juste. Un célibataire gagnant 2500 € ou un couple sans enfant à 3 500 € sont considérés comme riches : inadmissible !
- Arrêter de ponctionner les classes moyennes et modestes.
- Stop augmentation taxe carburant.
- Arrêt de la CSG sur les retraites et demande d'indexation du montant de la retraite selon coût de la vie.
- Maintien des pensions de réversion.
- Affecter plus de moyens pour la fonction publique hôpitaux et écoles.
- Protéger l'industrie française et empêcher et interdire sa délocalisation.
- Abandon ou adaptation de la limitation de vitesse à 80 km/h et retour à 90 sur toutes les routes qui le permettent.
- Entretien des routes : devient urgentissime et serait plus efficace pour faire baisser les accidents de la route plutôt que de rajouter sans cesse des radars ! Cela devient du racket.
- Aberration de voir confier la gestion des radars et voitures mobiles à des entreprises privées.

[Manuscrit] Mr Mme [Nom Prénom]

12. Manuscrit (3 pages), 90 lignes, 605 mots (homme)

[Prénom Nom, Adresse] (81 ans)

Tout ce qui m'inquiète.

Pouvoir d'achat : l'offre des produits à petites mensualités (téléphone, informatique, etc.). Les charges obligatoires (assurance, logement, transport, énergie, dépassement tarifaire de santé). Tout augmente et les ressources familiales stagnent voire diminuent. 2018 : +5% (calcul *Que choisir*).

Proposition : contrôle des prix à la vente ; plutôt que d'annoncer les augmentations de salaire, les appliquer simplement ; le commerce augmente les prix par anticipation (assez d'inflation).

La paix sociale. Elle passe par le travail avec un maximum de personnes dont les revenus soient en adéquation avec le cours de la vie (tous les emplois sont respectables et les bas salaires réévalués).

Travail et concurrence. La mondialisation a faussé les règles. Les coûts de production résultent plus de la valeur monétaire entre pays que par la rentabilité (seuls importateurs et commerçants sont gagnants). Renforcer les douanes.

Suppressions d'emploi. Après avoir développé la mécanisation et robotique, les tenants financiers délocalisent ; les petites et moyennes entreprises implantées en province ferment.

Les activités de bonne rentabilité ou spécifiques trouvent des investisseurs étrangers qui ponctionnent (fonds de pensions, sociétés écrans). Constat : la guerre économique affaiblit et colonise notre FRANCE. convoitée. Que peut l'État devant le droit privé ?

Sujet tabou :

Les fermetures d'usines ou d'exploitations sont jugées par les tribunaux de commerce qui ne statuent que sur la protection des institutions locales mais ne favorisent pas l'État. Pourtant les amortissements comptables, les primes de reprises, devraient rendre l'État propriétaire.

Objectif : conserver les outils de production et le savoir-faire permettant la création d'emplois aidés plutôt que le chômage, mais aussi taxer les mouvements financiers (taxe Tobin) et contrecarrer les évasions fiscales.

Finances et énergies. Depuis l'ère industrielle, les citoyens, au travers des grands chantiers, ont cotisé pour leurs réalisations (électricité, gaz, charbonnage, rail, etc.) ; après la guerre 39-45, tout cela était nationalisé et a été amorti au fil au temps (pourquoi l'ouverture à la privatisation ?). Les actionnaires sont normalement attirés par le profit. De même en 1958 ,obligation était faite de verser les salaires par chèque pour donner un flux financier aux banques.

C'est visible, elles ne soutiennent l'activité que sur les placements à risque que de leur clientèle, « elles sont prospères ».

Territoire et administration.

Les régions avec leurs mégapoles avaient pour but, je l'espère, d'aménager les territoires en mutation au plus près des besoins locaux ; même là les entreprises ferment. À QUAND LE SOUTIEN ?

Organisation politique. Le découpage des circonscriptions devrait se faire par bassins d'emplois et pôles d'intérêt, et non plus par cuisine électorale. Ex. : St-Sauveur-d'Aunis, 5^e circonscription de Rochefort [*sic*], se situe à 50 kms alors que les gens travaillent à 25 km de La Rochelle (pas évident pour le ou là députée).

La Commune est le principal interlocuteur du citoyen et du contribuable.

L'organisation des services (communauté de communes, département, région) sont autant d'échelons rémunérés par l'impôt. Appelé sur la commune, d'où la tâche compliquée d'un maire rural qui a à répondre des économies décidées par l'État (santé, éducation, baisse des subventions et dotations).

Environnement SOS TERRE

Le climat ne connaît pas les frontières, les pollutions voyagent d'un pays à l'autre. C'est un problème à traiter en urgence. La France seule ne peut être performante. Là, si l'Europe existe, il doit y avoir consensus et ne pas jouer la concurrence.

Cibler les fumées d'usine et leurs nanoparticules.

Pour l'excès de CO₂ : revégétaliser partout où c'est possible (arbres le long des routes). Intensifier le nettoyage des plastiques en mer (création d'emplois aidés par l'Europe). Transition douce de véhicules à moteur thermique.

Oui à une Europe capable de fédérer les pays concernés.

le 6/2/19 [Signature]

13. Manuscrit (feuilles volantes), 55 lignes, 674 mots

Démocratie citoyenneté

- Arrêter de nous prendre pour des ignorants ! Qui méritent leur sort !
- Augmenter le pouvoir d'achat.
- Que les politiques arrêtent de monter les Français les uns contre les autres ! C'est le système qui est à refaire et non l'intégrité des citoyens !
- Arrêter de culpabiliser les chômeurs, les gens en arrêt maladie, les laissés-pour-compte. C'est le système d'aide voire parfois d'assistanat qui est à revoir, pas ceux qui en profitent (peu de fraude).

Tout cela et encore bien d'autres choses rendrait le sourire et l'espoir aux Français.

C'est aux dirigeants d'être citoyens avant tout !

Fiscalité

- * Baisser la TVA sur tous les produits de 1^{ère} nécessité : alimentation de base et saine, produits de toilette (couches, serviettes hygiéniques).
- * Revoir les tranches d'imposition. Remonter le premier seuil et faire plus de tranches.
- * Réinstaurer l'impôt sur la fortune réelle ; un retraité qui a une maison sur l'Île de Ré n'est pas forcément fortuné.
- * Instaurer enfin la loi Tobin. Taxer les mouvements d'actions, même faiblement, permettrait de payer les maisons de retraites par exemple, et bien d'autres choses.
- * Plutôt que d'en finir avec le service public, investir dedans : hôpitaux, écoles, culture, transport, entreprises, impôts, sécurité sociale, etc., etc.
- * Plafonner l'amplitude entre salaire du patron et SMIC.
- * Redéfinir ce qu'est une niche fiscale. Les dégrèvements d'impôts des classes moyennes n'ont rien à voir avec les avocats d'affaires payés pour que les riches ne soient pas imposés !
- * Revoir les inégalités. Les gens seuls sont surtaxés. Les dépenses des gens seuls sont aussi importantes qu'en couple (chauffage, etc.). Les retraités seuls ne sont pas imposables de la même manière selon qu'ils sont divorcés, veufs ou ayant vécu avec des enfants nombreux.
- * Harmoniser l'Europe sur les grands sujets.
- * Lever le secret bancaire, s'attaquer aux paradis fiscaux.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Au lieu de taxer ou verbaliser les derniers de cordée, s'attaquer aux premiers de cordée, les dirigeants, les entreprises, pour qu'ils changent les règles du jeu.

- Moteur vraiment écologique face aux lobbys du pétrole et des grands groupes, des constructeurs automobiles.
- Tant que le capitalisme tiendra les rênes ou pensera au rendement et non à l'avenir de la planète.

Organisation de l'État

- * Donner l'exemple !!!
 - * Augmentation du salaire imposable des politiques, mais diminution des primes avec obligation de transparence. Qu'ils paient des impôts sur le revenu (plus d'émoluments) et surtout qu'ils dépensent avec leur revenu. Je ne veux plus donner de l'argent de poche aux gouvernants.
 - * Que leurs avantages en nature soient taxés comme les tickets restaurant.
 - * Qu'ils fassent un stage avant mandature de 6 mois dans la vraie vie, ex : 6 mois au SMIC, comme caissier chez AUCHAN, pour apprendre notre vie.
 - * Qu'ils arrêtent de nous mépriser en pensant que nous sommes des imbéciles et que nous méritons de fait notre sort.
- * Prendre en compte les votes blancs.

Organisation services publics

- * Investir dans les préventions. Travailler en amont ! Réinstaurer les préventions au travail. Les travailleurs à risque dans les grands groupes chimiques (ex : anciennement Goodyear) ne sont plus suivis.
- * Redonner la direction des hôpitaux à des soignants ; l'humain n'est pas businessable !
 - Ouvrir des lits en psychiatrie. Souffrance des personnels et des parents. Certains se retrouvent en prison car pas de suivi psy.
 - Résoudre le problème de manque de médecins.
 - Réorienter la CPAM. En même temps que chasser les arrêts maladie abusifs, regarder les médecins qui les délivrent et ceux qui font des dépassements d'honoraires abusifs ! Le patient est mis en demeure de payer après les actes !
- * Mise en relation des différentes administrations. Croisement des données pour voir les abus qui ne sont pas si importants en nombre et qui mettent le doute sur tous les citoyens.

=> Cela rendrait la France aux citoyens et permettrait qu'ils ne se montent plus les uns contre les autres. Ce sont les règles de jeu qui sont pipées, pas le civisme des Français !!

[FIN]